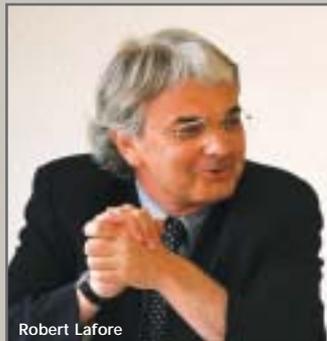


EDITORIAL



Robert Lafore

Construire pour la recherche

L'enseignement supérieur en France, avec les hauts et les bas, avec les difficultés que l'on connaît et les particularités propres à chacun de ses établissements, est encore organisé sur un principe intangible (espérons-le, du moins) : la réunion de l'enseignement et de la recherche en un seul et même projet universitaire. Dire que cela va de soit, dire qu'il est aisé de maintenir l'un et l'autre pôle à un niveau qualitativement performant, serait largement excessif et naïvement optimiste.

Un établissement comme le nôtre entretient avec la recherche une relation ancienne et particulièrement riche. Dès le début des années 60, avec un autre Institut d'Etudes Politiques en province, celui de Grenoble, ce qui allait devenir plus tard "Sciences Po Bordeaux", bénéficie de renforts humains, matériels et financiers renforcés, pour développer son pôle "Recherche". Notre Institut devient un des "deux IEP d'équilibre" destiné, avec Grenoble, à constituer une sorte de triangulation territoriale dont le sommet serait, tout naturellement, Paris. Au même moment, sous l'impulsion de quelques personnalités à qui notre établissement doit énormément (Jean Touchard et René Rémond, pour n'en citer que deux) la Fondation Nationale des Sciences Politiques nous apporte une aide décisive. En dix ans trois centres de recherche sont créés : le premier en 1958, se consacre à "l'Afrique Noire", le deuxième à "la vie locale", le troisième au "Canada". Ils s'installent où ils peuvent : le CEAN (Centre d'Etude d'Afrique Noire) crée une salle de lecture dans ce qui deviendra la salle Bastiat, le CERVL (Centre d'Etude sur la Vie Locale) ouvre une "salle de lecture - secrétariat - documentation" près de la salle Camus et le futur « CRECQSS » (consacré au Canada et au Québec) s'implante tout simplement là

Suite en page 2 >>>

DOSSIER

Les parcours à Sciences Po Bordeaux le choix de la raison ou de la passion

Comment s'y retrouver dans la trentaine de « Parcours » de Masters proposés par Sciences Po Bordeaux ? Comment faire son choix ? Quand faut-il se décider ? Autant de questions, autant de réponses dans le « Dossier » d'Extension [S].

Des informations volumineuses, représentatives de la diversité des formations à caractère professionnel sont proposées aux étudiants de Quatrième année, soumis en apparence à un choix cornélien. Or, dans les faits, l'expérience montre que l'orientation des élèves s'organise plus facilement qu'on ne l'imagine. Si la décision n'est pas déjà connue en première ou en seconde année, celle-ci s'effectue au cours du deuxième semestre de la troisième année. Pour sélectionner leur spécialisation favorite en toute connaissance de cause, les indécis bénéficient de réunions d'informations ponctuelles. Ils disposent en outre de la possibilité d'interroger les responsables de parcours sur l'adéquation de leur



profil et de leur projet professionnel au contenu de la formation et de ses débouchés. Le recours au vécu des anciens étudiants, qui a fait ses preuves dans toutes les écoles de France et de Navarre s'avère plus que jamais d'actualité. Comme cette année a marqué pour la première fois l'ouverture de la cinquième année d'études à Sciences Po Bordeaux, débouchant sur le nouveau diplôme et sur un Master, certains étudiants ont essuyé les plâtres et nous ont confié rétrospectivement leur sentiment sur le bien-fondé ou non de leur choix de parcours. D'autres étudiants plus jeunes, sou-

mis à l'échéance l'an prochain, abordent la question sans stress apparent. Il faut savoir en effet que même en début de Quatrième année, la décision n'est toujours pas réhibitoire, puisque l'Institut autorise encore à titre exceptionnel des passerelles entre certains parcours, comme nous l'ont confirmé des enseignants. Des parcours choisis par passion, par raison ou par élimination, et dont la finalité professionnelle se concrétise en fin de cycle par un mémoire de recherche ou un stage de longue durée en entreprise, étape indispensable sur la voie de l'insertion sur le marché de l'emploi. □ □ □ Suite en page 4 >>>

Sommaire

Les parcours à Sciences Po

Pages 1/3/4/5

Paroles d'étudiants

Page 3

La recherche en sciences sociales

Pour quoi faire ? Comment faire ?

Pages 6/7

Gestion des Entreprises et des Organisations
Mention réussite professionnelle

Page 8

Au rythme du monde : Brunei

Page 9

Rencontres : Bertrand Tavernier

Page 10

Le festival des arts ou la pop'artitude

Page 11

et aussi...

CHRONIQUE : La presse et les jeunes : impairs et manque

Page 2

TRAJECTOIRE : Jean-Philippe Bozouls

Page 12

EDITORIAL
SUITE...

où se trouve le bureau de votre serviteur... On se serre, on bricole, les jeunes chercheurs "travaillent au crayon" et quand on se risque à "encoder" des données, c'est avec la pince du "poinçonneur des Lilas" qu'on fait « des trous, des p'tits trous, encore des p'tits trous » dans des cartes perforées... pour un hypothétique traitement mécanographique ! Qui aurait dit, vingt-cinq ans plus tard, que le pôle "Recherche" de Sciences Po Bordeaux allait devenir l'ensemble le plus important en matière de sciences politique et sociale dans le "grand Sud-Ouest" ? Qui pouvait penser que deux "Unités Mixtes de Recherche" (le "CEAN" et le "CERVL. Pouvoir, Action publique, Territoire") associant CNRS et Sciences Po Bordeaux, avec le concours de la FNSP, qu'une "équipe d'accueil" CNRS (le CRECQSS) et un Centre de Recherche Associé CEREQ-CERVL (le CRACC) auquel vient s'ajouter à partir de 2004 le "Laboratoire Européen Associé", formeront un site de plus de 50 chercheurs, administratifs, documentalistes, techniciens, entièrement affectés à une activité de recherche à temps plein ?

Il faut souligner combien l'existence de ce pôle de recherche, véritable structure d'appui à l'École Doctorale de Science Politique de Bordeaux, conjointe à l'Université Bordeaux IV - Montesquieu et à notre établissement, a compté dans l'habilitation de nos différents "Parcours" de Master, en mars 2004, par les autorités ministérielles. Il faut aussi souligner combien l'engagement des équipes de recherche, dans la nouvelle offre pédagogique offerte à Sciences Po Bordeaux est utile, précieux et décisif pour la réussite de ce projet. Il faut, enfin, rappeler le souci qui a été celui de la direction de l'Institut, depuis de nombreuses années, d'institutionnaliser les relations avec les équipes de recherche en créant la fonction de « Délégué à la Recherche » dont le rôle de facilitateur et d'animateur est essentiel. C'est pour toutes ces raisons que je suis pleinement convaincu de l'ardente obligation qui est désormais la nôtre : offrir aux chercheurs professionnels en activité, aux jeunes docteurs qui se destinent à cette carrière exigeante et difficile, aux étudiants doctorants qui peinent à finir leur thèse, de nouvelles conditions matérielles résolument modernes, adaptées à l'internationalisation de la recherche, bénéficiant des meilleurs équipements technologiques et des ressources documentaires les plus efficaces, et permettant d'accueillir des chercheurs d'autres horizons. Je ne me dissimule pas l'ampleur de la tâche : il faudra de nouveau construire, mobiliser les énergies et les soutiens, "tirer les sonnettes" encore et encore. Sans doute s'agit-il là du futur grand chantier à l'horizon 2010. Raison de plus pour l'engager dès maintenant ! ■

Robert LAFORE

La presse et les jeunes : impairs et manque

Les Deuxièmes assises de la presse et de la jeunesse viennent de se dérouler à Lille en mars 2005. Cette manifestation rassemble des personnalités du monde de l'information à travers des conférences et des ateliers sur le thème des médias. La question du désintérêt des jeunes pour la lecture des quotidiens d'information a une nouvelle fois plané sur les débats. La parution d'un sondage sur ce thème avait créé l'an dernier un électrochoc. Un chiffre, toujours d'actualité, résume la gravité de la situation : 1% seulement des 15-25 ans s'informent grâce à la presse écrite quotidienne. Une situation dont s'est ému le Conseil régional d'Aquitaine⁽¹⁾. La collectivité, par l'entremise de sa Direction Jeunesse, a abordé la problématique de manière pragmatique. Puisque la première difficulté des jeunes en matière de presse écrite réside dans l'accès aux journaux, la Région a offert à la majorité des lycées d'Aquitaine un abonnement gratuit d'une douzaine de titres de la presse quotidienne nationale, régionale et départementale. Le dispositif s'intitule les "Kiosques d'Aquitaine" et a connu, de l'avis général, un réel succès. Cette opération, unique en France à ce jour, a été relayée par une expérience pilote de fabrication par des lycéens d'un "Journal Des Journaux"⁽²⁾. Ces initiatives de terrain ont permis de mieux comprendre pourquoi la PQN et la PQR assistaient impuissantes à l'érosion et au vieillissement de leur lectorat depuis des décennies et des décennies. Les signaux d'alarme tirés par les uns et par les autres depuis des lustres n'ont toujours pas été décodés, essentiellement pour une question de posture des professionnels de l'information vis-à-vis des jeunes. La tribune de Lille s'est fait une nouvelle fois l'écho de vibrants plaidoyers en faveur de la lecture de la presse écrite, comme s'il suffisait d'injonctions pour sortir de la crise. La méthode Coué semble même aller à l'encontre des objectifs souhaités. Ce n'est pas en jetant l'opprobre sur 99% des jeunes qui (au mieux) s'informent par internet, la télévision, la radio ou la presse gratuite ou (au pire) se moquent royalement de l'information que le fossé entre



les jeunes et la presse française se comblera. D'autant que les questions vitales sont toujours occultées, biaisées ou survolées. Malgré leur bonne volonté, les professionnels de l'information donnent le sentiment de ne pas entendre les jeunes leur expliquer les trois raisons majeures de leur désamour pour la grande presse : le manque de temps, le manque de plaisir et le manque d'argent. Fort de ce constat, la situation est-elle désespérée ? Oui si la presse continue de croire à ses chimères. Non, si elle se décide enfin à réagir, en s'intéressant aux causes du mal et non plus à ses effets. Patrons de presse, offrez-vous cette chance de survie avant que le tocsin ne sonne ! Le chantier est immense, et vous ne savez toujours pas par quel bout l'entamer. Faute à l'urgence, aux visions à court terme, aux difficultés finan-

cières, à la concurrence exacerbée, à la méconnaissance des jeunes, que sais-je encore... Mais à refuser de vous engager à corps perdu dans ce combat en pensant que c'est aux autres de le prendre en charge, vous donnez raison à ceux qui estiment que les jeux sont déjà faits. ■

Jean-Michel LE CALVEZ

(1) Le dossier a été confié à la Mission Jeunesse du Conseil Régional, qui a déjà innové au niveau national avec la création du Festival des Lycéens et de son centre de presse, qui initie chaque année 150 lycéens à l'information par la presse écrite, un webzine, la radio, la télévision et le photojournalisme.

(2) Ce Journal format tabloïd de 40 pages comprend des revues de presse d'articles de la PQN et de la PQR et des reportages réalisés par des lycéens, encadrés par des professeurs, et accompagnés par des équipes du Conseil Régional d'Aquitaine et des journalistes issus des rédactions partenaires.

“ Explication de gravure ”

Les lecteurs d'*Extension[s]* attentifs au « pavé d'ours » auront identifié le signataire de cette Chronique : Jean-Michel Le Calvez, journaliste indépendant l'une des chevilles ouvrières de ce journal. Il n'est pas le seul : Pascal Bernagaud, éditeur ; Jean-Thierry Dinh, chargé de "l'exé" ; Laurent Wangermez, photographe et Thierry Piers auteur de la maquette, assurent chaque fois un gros travail. Nous avons demandé à Jean-Michel Le Calvez, exceptionnellement, de signer un de ses articles alors qu'il rédige anonymement plus de 80% des papiers, depuis le premier

numéro d'*Extension[s]*. Il se trouve qu'au titre de ses autres activités professionnelles, Jean-Michel Le Calvez a été l'un des intégrateurs de l'opération très originale conduite par le Conseil Régional d'Aquitaine pour développer la lecture de la presse dans les lycées. Le Conseil Régional d'Aquitaine, pionnier en la matière, doit savoir qu'il peut compter sur un établissement comme Sciences Po Bordeaux pour renforcer les actions entreprises vers une ouverture accrue des Grandes Ecoles à toutes les catégories sociales. ■

Jean PETAUX

Paroles d'étudiants

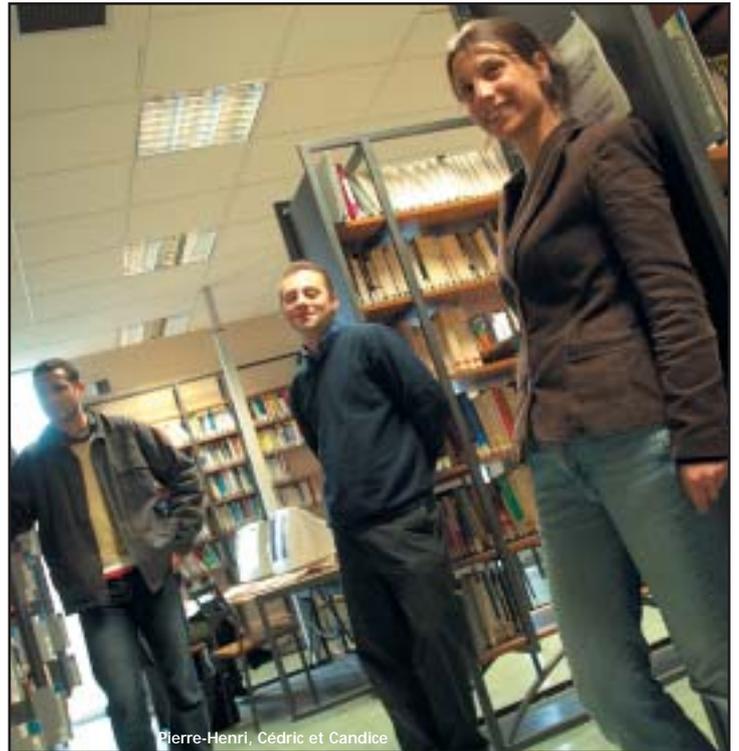
Candice, Cédric et Pierre-Henri sont étudiants en Cinquième année à Sciences Po Bordeaux, en « Action Publique et Gouvernance Territoriale » (APGT). Ils font partie « du premier wagon » qui a vécu la réforme de la scolarité de l'établissement en cours de trajet universitaire.

Sensibilisés dès leur Deuxième année d'études à la diversité des parcours, ils n'ont pas fait au moment de leur choix « un lien entre cette orientation et leur avenir professionnel ». Candice reconnaît ainsi « avoir effectué un choix par défaut », sachant néanmoins que le goût des sciences politiques et de la recherche dominait chez elle. « Mon objectif est d'obtenir le Master. Ensuite, après

une certaine frustration à ne pas aller encore plus loin dans les sciences politiques à travers des travaux encadrés. Malgré tout, aucun ne regrette le parcours choisi, qui exige un gros travail personnel. « Il est différent des autres, en ce sens qu'il n'est pas professionnalisant, au sens où les autres étudiants l'entendent » précisent-ils. Candice ajoute de son côté que les élèves des parcours « plus concrets » donnent « le sentiment d'aller vite vers une intégration professionnelle ». Ces étudiants aguerris conseillent enfin à leurs successeurs de se sensibiliser aux parcours dès la première année, et de ne pas se tromper, à défaut de parcours, du moins de section car le choix de celle-ci demeure intangible.

Qu'en pensent-ils ?

Après ces bons conseils, la parole est donnée à des étudiants de Troisième année. Julie et Thomas ne sont pas partis à l'étranger dans le cadre des échanges Socrates-Erasmus, ce qui leur laisse le loisir de réfléchir à la question du choix du parcours. Julie s'est posé la question assez tardivement, car « elle ne savait pas ce qu'elle allait faire ». Aujourd'hui, la mention « Administration et Action Publique » (AAP) a ses préférences, plus par affinité avec la chose



Pierre-Henri, Cédric et Candice

publique que pour la sécurité de l'emploi. Elle a décidé d'en parler avec les étudiants concernés et de rencontrer le responsable de parcours. Elle envisage par ailleurs d'effectuer un stage dans une collectivité pour se mettre dans l'ambiance. Thomas se destine de son côté au journalisme depuis sa sortie du baccalauréat. D'où le choix de Sciences Po, voie royale d'une profession en crise, notamment dans le secteur de la presse écrite (lire la chronique page 2). « Avec la solide formation de culture générale acquise aux cours des trois premières années, j'ai assuré mes arrières. Il me faut maintenant acquérir la pratique du métier ». Les

deux étudiants reconnaissent à l'établissement la volonté de communiquer sur les parcours, à travers la journée d'orientation. « Nous ne serons jamais suffisamment informés, compte tenu du nombre de parcours et de leur complexité. C'est donc à nous, étudiants, de nous bouger pour aller chercher les informations ». Un bon réflexe de futur journaliste, qui pondère, pour conclure, la diversité des parcours. « Le diplôme de Sciences Po est valorisé par définition. La création de filières professionnelles est un plus, mais nous ne pensons pas qu'elle soit déterminante ». Un discours intéressant aujourd'hui à comparer avec celui des étudiants des promotions futures, lorsque les parcours de Sciences Po auront acquis dans le monde professionnel leur lettre de noblesse. Mais certainement aussi un discours très pertinent, tant il est vrai qu'avec Thomas il faut souligner que l'élément positivement discriminant dans la concurrence du marché de l'emploi reste bien le « Diplôme de Sciences Po Bordeaux » associé au « Master », avant tel ou tel « parcours » de spécialité. ■



Julie et Thomas

une possible année sabbatique, je m'orienterai peut-être vers un master plus professionnalisant ». Cédric, à l'étranger au moment de l'orientation, s'est heurté à un problème d'information. « Les intitulés des parcours n'indiquent pas vraiment de débouchés ». Une situation qui ne l'a pas spécialement gêné puisqu'il envisage de continuer en thèse à Sciences Po Bordeaux et qu'aucune idée professionnelle ne se dégage pour l'instant. Pierre-Henri aimerait aussi se diriger vers l'École doctorale de Sciences Po, qui exige « une grosse base théorique en sciences sociales, en sociologie et en science politique ». Tous les trois regrettent d'ailleurs de ne pas être confrontés à la recherche dans le cadre de leur cursus, et éprouvent



suite de la page 3

Parcours "Gestion des Risques dans les pays du Sud" (GRPS) touristes s'abstenir

Le parcours de Master, intitulé « Gestion des Risques dans les pays du Sud », s'inscrit dans le « droit fil » de l'ancien DESS de même nature⁽¹⁾, créé en 2001 pour répondre à une demande d'expertise des milieux professionnels concernés. Une formation qui attire beaucoup de candidats dans une filière où les élus sont peu nombreux.

Céline Thiriot, responsable de ce parcours, demande aux étudiants intéressés d'effectuer l'introspection de leurs motivations. Exit les velléités de voyage et de dépaysement, d'une quête du Graal humanitaire ou de la « tentation de Venise ». « Nous nous attachons à sélectionner des étudiants porteurs d'un projet cohérent sur les pays du Sud, qui ont déjà voyagé et qui présentent de réelles aptitudes à travailler dans des régions du monde qu'il faut aborder en toute connaissance de cause ».



Des précautions d'usage d'autant plus importantes que les débouchés s'apparentent plus aux chemins de traverse qu'à des voies royales. « Ce choix implique d'accepter des postes vacataires, de longues périodes de stage ou des petits contrats. Les métiers de la cause internationale imposent tout au long de sa vie une grande mobilité physique et psychologique ». Des arguments que les postulants motivés devront savoir exprimer en fin de Troisième année dans un cv

et une lettre de motivation, avant un éventuel entretien. Dix places sont accordées aux étudiants de Sciences Po, associés en cours à une petite quinzaine d'autres candidats, venus de tous les horizons. « Nous avons connu une promotion qui comptait jusqu'à neuf nationalités différentes. Ce brassage de cultures et de cursus constitue un élément de formation intrinsèque du parcours » poursuit Céline Thiriot. Cette dernière, pour se prémunir de « tout fantasme sur les pays du Sud », invite les élèves intéressés à la solliciter pour obtenir des informations sur le parcours, et à contacter les anciens pour recueillir leurs impressions. Le parcours comprend des Modules d'Enseignement Approfondi (MEA), avec trois options au choix : métiers de la coopération, métiers des Organisations Non Gouvernementales et métiers des entreprises. « Les étudiants assistent néanmoins à toutes les conférences, car il est important qu'ils disposent d'une connaissance générale la plus large possible, même s'ils se spécialisent dans une branche particulière » insiste la responsable de parcours. Deux séminaires sont également au choix parmi les cinq proposés, qui abordent les problématiques de gestion des risques en Amérique latine, dans le monde arabo-musulman, en Asie du



Céline Thiriot

Sud et du Sud-Est, en Afrique subsaharienne ou dans le sous-continent Indien-Chine. Le profane se pose peut-être la question du contenu pédagogique de ce parcours, qui entend gérer le risque dans des régions du monde qui donnent l'impression d'être souvent ingérables. « Ce parcours prend en compte l'environnement global d'une situation, en tenant compte des règles du jeu formel et informel en place et de

leur dimension précaire. Par un cadre d'analyse, des grilles de lecture, l'étude et le contrôle de paramètres économiques et politiques, il est possible d'appréhender un risque et d'évaluer sa portée, quel que soit le pays concerné. C'est la raison pour laquelle nous avons créé un tronc commun de gestion des risques dans les pays du Sud, avec une déclinaison pluridisciplinaire dans le domaine sanitaire, environnemental, financier, politique ou sécuritaire » conclut Céline Thiriot, avant d'être accaparée par des étudiants en gestion des risques dans les pays du Sud qui ne perdent pas le nord. ■



(1) : Ce parcours, tout comme l'était le DESS précédemment, s'appuie sur l'Université Montesquieu - Bordeaux IV grâce au professeur Jean Dubois de Gaudusson, ancien président de l'Université et président actuel de l'Agence Universitaire de la Francophonie présente sur tous les continents.

Parcours “Gestion Publique” l'état des lieux

Le Master « Gouvernance des Institutions et des Organisations » regroupe différents parcours, dont plusieurs se rapportent à la gestion publique, comme nous l'explique l'un des principaux animateurs de cette filière, Hubert G. Hubrecht.

Responsable du parcours « Expertise en Affaires Publiques », Hubert G. Hubrecht remonte aux « années Rocard » pour dresser le tableau de la politique de formation de Sciences Po Bordeaux en matière de gestion publique. « Le discours de modernisation de l'Etat des années 90 a été le prologue à l'avènement du statut de contractuel, à la création de postes de management dans la fonction publique ». S'inscrivant dans ce courant, Sciences Po Bordeaux a disposé pendant longtemps d'un seul DESS de « Management des Organisations et des Entreprises de Service Public ». Le cursus a depuis évolué avec le temps, mais reste finalement très attaché à sa vocation originelle, c'est-à-dire à former de futurs « cadres A » rompus aux nouvelles méthodes de gestion publique. Celles-ci ont été initiées

par le secteur privé et prennent des formes diverses et variées : outils de comptabilité et de finances, stratégie, management de projet, audit et contrôle de gestion, etc. La formation généraliste de Sciences Po était complétée par une spécialisation en « gestion des ressources humaines » ou en « droit public des affaires ». Le dispositif a fonctionné ainsi pendant une décennie, au cours de laquelle une troisième spécialisation « secteur sanitaire et social », animée par Robert Lafore, a vu le jour. Ce schéma a été maintenu dans ses grandes lignes lors de la mise en place de « la masterisation » à Sciences Po Bordeaux, avec l'ajout d'une nouvelle spécialisation ⁽¹⁾, concoctée en partenariat avec l'Université Bordeaux II - Victor Segalen. « Cette logique de continuité a permis d'éviter la rupture du projet pédagogique » précise Hubert G. Hubrecht. Ce dernier estime en outre que « le maintien d'un nombre très important d'heures communes, quelle que soit la spécialisation choisie, est un facteur d'acquisition des bases indispensables à la maîtrise des instruments de gestion publique ». Pour lui, « ce qui rassemble les étudiants à travers le tronc commun de formation s'avère plus important que ce qui les différencie par les cours de spécialisation ».

Une question de sensibilité

Chaque parcours possède sa propre identité. La réforme de la scolarité a été ainsi l'occasion pour Sciences Po de « réfléchir aux formations proposées, avec notamment des parcours plus croisés » fait remarquer Hubert G. Hubrecht. Au fil des ans, de nouvelles tendances sont apparues, comme la plus large place accordée au Droit, car le juriste occupe



Hubert G. Hubrecht

aujourd'hui dans les affaires publiques une position bien plus centrale que par le passé. Le choix des parcours dépend donc de la sensibilité des étudiants qui, in fine, effectueront tous « le même métier mais avec des tonalités différentes selon leur spécialisation ». Hubert G. Hubrecht se rend d'ailleurs disponible pour répondre à toutes les questions d'orientation des étudiants, en synergie avec Anne Gaudin, responsable du parcours « Carrières administratives ». Des élèves qui apprendront ainsi que le concours d'attaché territorial se prépare de manière spécifique, mais qu'il peut aussi s'obtenir via un parcours de gestion publique, lequel présente de surcroît l'avantage de dispenser une formation ponctuelle par un stage

de longue durée. L'une des particularités de la mention « administration et action publique » de l'Institut est d'accueillir en son sein un contingent de candidats à la formation continue. A cet effet, les cours se déroulent sur trois jours les jeudis, vendredis et samedis matin, ce qui permet à tous les stagiaires, y compris ceux de Sciences Po, de négocier des stages en entreprise publique ou semi-publique en début de semaine, en plus du stage long de fin de cursus. « Nous les encourageons à multiplier les expériences, car cette pratique professionnelle leur sera profitable » termine Hubert G. Hubrecht. ■

(1) : Il s'agit du parcours « Gestion du Sport et Développement Territorial en Europe ».



La recherche en sciences sociales : pour **quoi faire ?** Comment faire ?

Le hasard a voulu que la mise en forme des quelques idées exposées dans ce texte coïncide avec la relance du débat sur l'avenir de la recherche dans notre pays, débat nourri par les interrogations légitimes de la communauté scientifique sur la loi d'orientation et de programmation pour l'innovation et la recherche.

Principal pôle régional de recherche en sciences sociales, Sciences Po Bordeaux est concerné par cette réflexion stratégique, et ce d'autant plus que la recherche s'y organise autour d'un dispositif incluant les deux UMR que sont le CERVIL et le CEAN. Et pourtant, la vaste mobilisation du printemps 2004 autour du mouvement « Sauver la recherche » n'y avait pas eu, il convient de le reconnaître, la même ampleur que dans certaines unités de sciences « dures », voire dans certains établissements relevant des « SHS »⁽¹⁾. Il n'est donc pas inutile de revenir rapidement sur quelques aspects de ce débat, à commencer par la pertinence sociale d'une recherche en... sciences sociales.

Répondre à la demande sociale sans en subir la « tyrannie »

On peut le déplorer mais c'est ainsi, la question de « nos » sciences n'a pas été d'une centralité absolue, loin s'en faut, dans les préoccupations du mouvement « SLR ». Pourtant, au regard des incertitudes qui pèsent sur la recherche en « SHS », il est bon de rappeler quelques évidences parfois oubliées, et notamment que, contrairement à ce qu'on en dit souvent, nos recherches, nos laboratoires, nos chercheurs, nos personnels techniques et administratifs participent aussi de la production du savoir et de sa diffusion. Certes, les chercheurs « SHS » ne déposent pas de brevet d'invention comme leurs homologues des sciences « dures » mais ils n'en pas pour autant une utilité sociale moindre,

même si la visibilité de leurs recherches peut et doit être améliorée. On attend d'eux aujourd'hui, et c'est légitime, qu'ils contribuent à rendre plus intelligible, y compris pour ceux ayant en charge le gouvernement de la Cité, un monde dont on nous dit qu'il est en quête de sens. Qu'on soit pour ou contre cette évolution du métier de chercheur, il n'en demeure pas moins qu'elle tend à rendre plus poreuse encore la frontière épistémologique entre recherche « fondamentale » et recherche « appliquée ». Non seulement parce qu'il ne saurait y avoir de recherche « appliquée » sans recherche « fondamentale », mais également parce que le chercheur « SHS » est de moins en moins en mesure de se dérober à la demande sociale, croissante et multiforme. Nos laboratoires ont entrepris, de longue date, de s'adapter à cette contrainte. Leurs programmes et leurs pratiques en témoignent. Mais cela s'est fait au prix d'ajustements exigeants, en termes de temps (consacré, par exemple, à répondre aux appels d'offres) et en ayant le souci de préserver autant que faire se peut la recherche des effets de mode scientifique et de la « tyrannie » d'une demande sociale exacerbée. Au CEAN, les programmes de recherche sont financés à hauteur de 80% grâce aux contrats. Cette donnée souligne, a contrario, la relative modestie de l'engagement financier de nos tutelles que sont le CNRS et la FNRS. Ajoutons à cela que les contrats en question sont le plus souvent d'origine publique ou européenne, notre pays étant largement dépourvu d'une « culture » du mécénat scientifique comparable à celle de l'Allemagne par exemple. Dans ce contexte, le maintien d'une recherche



René Otayek

en sciences sociales dynamique et performante ne peut que relever d'un choix politique, qui doit être assumé comme tel par nos pouvoirs publics.

S'affranchir du tropisme hexagonal

Il y va là non seulement de l'avenir de la recherche française en SHS mais également de la place que la France prétend occuper, à tort ou à raison, en Europe et sur la scène internationale. Une telle ambition est-elle concevable si notre société ne se donne pas les moyens de comprendre et d'interpréter les évolutions qui l'affectent et affectent un monde chaque jour plus complexe ? Pensons plus particulièrement à la recherche sur ce qu'il est convenu d'appeler les « aires culturelles » et sur l'international de manière générale : il y a urgence tant ces secteurs sont aujourd'hui fragilisés faute d'une politique de recrutement de jeunes chercheurs volontariste et pensée sur le long terme.

Qu'il s'agisse de l'Afrique, du monde arabe et musulman, de l'Amérique latine, mais aussi de l'Europe ou de

l'Amérique du Nord, la France a besoin d'une recherche et d'une expertise fortes, notamment en science politique, pour continuer à faire entendre sa voix même si elle ne peut plus prétendre au statut de grande puissance. Or, toutes les études le montrent, c'est le malthusianisme qui prévaut en la matière et, disons-le, une certaine frilosité qui pousse les instances de recrutement à s'enfermer dans une logique hexagonale privilégiant très fortement les candidats travaillant sur la France ou l'Europe, et sur des problématiques perçues comme « légitimes ». A qualité égale, les candidats spécialistes des pays du Sud ont bien du mal à s'imposer. Le CNRS semble avoir pris conscience du danger et affiche désormais les « aires culturelles » comme une de ses priorités. Il faut s'en réjouir, non pas au nom d'une quelconque spécificité disciplinaire des « aires », qui n'existe pas, mais précisément parce que les études d'aires peuvent et doivent apporter, « vue d'ailleurs », une contribution significative à la construction des savoirs. Ce qui distingue ces études de celles portant sur les sociétés du

Nord, c'est la différenciation logique des terrains et des pratiques de recherche. Mais les unes et les autres ont en partage le même intérêt pour certains universaux - le politique et le pouvoir pour la science politique - dont les modalités et déclinaisons peuvent différer d'une société à l'autre, mais pas les catégories fondamentales ou la grammaire de base dont l'analyse requiert le recours à des langages disciplinaires communs, aux mêmes « boîtes à outils » théoriques et méthodologiques. Il n'est peut-être pas inutile de rappeler ici que le détour par « l'ailleurs » fut pour beaucoup dans le parcours intellectuel de Claude Lévi-Strauss, Marcel Mauss, Georges Balandier, Louis Dumont, Benedict Anderson ou Pierre Bourdieu, pour ne citer qu'eux.

Vers un chercheur « multidimensionnel » ?

La prise en compte de la demande sociale comme donnée structurante de la vie de nos laboratoires ne va pas sans incidences profondes sur le métier de chercheur. Quoi qu'en dise un certain discours fréquemment entendu ces derniers mois, celui-ci s'est radicalement transformé au cours de la dernière décennie. Le chercheur enfermé dans sa tour d'ivoire est une image qui appartient désormais au passé. La professionnalisation et l'internationalisation ont imposé de nouveaux « modes de faire » de la recherche.

On attend aujourd'hui du chercheur qu'il fasse de la recherche et publie - c'est sa mission première, le « minimum vital » exigible - mais également qu'il participe aux enseignements de l'établissement auquel son unité est rattachée, qu'il assure l'encadrement de thèses et mémoires, qu'il assume des responsabilités d'intérêt collectif, qu'il se fasse expert et qu'il apprenne à être entrepreneur en sacrifiant à une activité hautement chronophage mais indispensable, le « fund raising », autrement dit la « pêche aux contrats » sans lesquels, répétons-le, nos laboratoires seraient en grande partie paralysés. Irréversible et inéluctable, cette mutation devrait logiquement s'accompagner d'une valorisation du métier de chercheur destinée à lui redonner une attractivité mise à mal par l'absence réelle de perspectives professionnelles offertes aux doctorants formés dans nos universités. Il faut, à cet égard, tenir le langage de la vérité : entrer dans le métier de chercheur et y faire carrière devient de plus en plus difficile, du fait notamment de la tendance à la diminution des postes ouverts aux concours depuis plusieurs années. Les étudiants s'en rendent bien compte si l'on en juge au nombre décroissant de ceux d'entre eux qui choisissent de faire une thèse. Il s'agit là d'un phénomène inquiétant car il signifie, à terme, le vieillissement de l'appareil français de recherche. Il est impératif d'y réagir : d'abord ici, à Sciences Po Bordeaux, en valorisant les parcours « recherche »,

vecteur de renouvellement des effectifs de doctorants qui, soulignons-le, représentent une des forces vives des deux UMR ; à un niveau général ensuite, en plaidant auprès des pouvoirs publics la nécessité de création d'emplois stables et en nombre significatif dans la recherche. La récurrence, ces dernières années, de CDD et autres post-docs ne saurait tenir lieu de politique de la recherche ; ce ne sont que des dispositifs palliatifs que nos laboratoires ont contribué à crédibiliser en les utilisant largement car ils n'avaient pas les

Mais l'interdisciplinarité ne se décrète pas. Elle se construit patiemment, dans le quotidien des pratiques de recherche et l'ancrage sur des socles disciplinaires clairement identifiés.

moyens de les ignorer, quitte à légitimer la logique de précarisation de l'emploi scientifique qui leur est inhérente. Une recherche performante a besoin de stabilité. Elle doit pouvoir s'inscrire dans la durée. Faute de quoi, l'exode des jeunes chercheurs vers les Etats-Unis se poursuivra, privant notre appareil de recherche de ses éléments les plus prometteurs.

L'interdisciplinarité au CEAN : une pratique du quotidien

Le CEAN n'a pas échappé à ces évolutions. Principal centre de recherche à vocation politologique sur l'Afrique subsaharienne en France, il se structure selon une double logique : disciplinaire, de par son statut de laboratoire de la FNRS, son insertion au sein de l'IEP et sa qualité d'équipe d'accueil de l'Ecole doctorale de science politique ; et pluridisciplinaire, du fait du recrutement de ses chercheurs qui viennent des différents horizons des SHS (science politique naturellement mais également droit, anthropologie, histoire, économie, géographie). Ses axes thématiques reflètent cette double identité, revendiquée et assumée par la mise en œuvre de programmes privilégiant la transversalité des questionnements et des problématiques. L'interdisciplinarité est une nécessité pour une équipe comme le CEAN car ses terrains de recherche appellent le croisement des regards. Mais l'interdisciplinarité ne se décrète pas. Elle se construit patiemment, dans le quotidien des pratiques de recherche et l'ancrage sur des socles disciplinaires clairement identifiés. C'est dire l'importance des synergies, existantes et à développer, qui lient le CEAN d'abord à l'IEP, sa « maison mère », ensuite au tissu local et régional de recherche sur le Sud à la structuration duquel il doit être en mesure d'apporter son dynamisme et la force de ses réseaux de coopérations, africains et européens notamment. Autour de cette double articulation pourrait être pensée, pourquoi pas ? la constitution d'un « pôle d'excellence » régional de recherche sur le Sud. A l'heure où le CNRS entreprend de redéployer son dispositif de recherche, notamment par la création, à titre expérimental, de deux grandes inter-régions dont le Sud-Ouest, l'émergence d'un tel « pôle » ferait certainement sens. ■

René OTAYEK

*Directeur de recherche CNRS
Directeur du CEAN*

(1) : SHS : sigle habituellement utilisé pour désigner les Sciences Humaines : " Sciences de l'Homme et de la Société" par opposition aux " Sciences de la nature" .



Gestion des Organisations mention **réussite** professionnelle

La mention « Gestion des Entreprises et Organisations » de l'Institut profite pleinement de l'intérêt croissant d'étudiants motivés pour les « Sciences de Gestion et Management », dont le Master s'effectue en partenariat avec l'Université Montesquieu-Bordeaux IV et l'Institut d'Administration des Entreprises (IAE) de Bordeaux. Une filière très professionnalisée, qui débouche rapidement sur des postes à responsabilité.

« C'est une filière très attractive. A leur sortie, les étudiants n'ont pas de soucis d'insertion professionnelle, avec des perspectives de responsabilité élevée, notamment dans les métiers du contrôle qui ont le vent en poupe ». Christine Diard, docteur en sciences de gestion, agrégée d'économie et de gestion, met en exergue d'une voix douce les vertus de la mention « Gestion des Entreprises et des Organisations » (GEO) et, plus généralement, celles du Master « Sciences de gestion et management » de Sciences Po Bordeaux, proposé depuis la rentrée 2004 en partenariat avec l'Université Montesquieu - Bordeaux IV et l'IAE de Bordeaux. Soit au total trois mentions et douze parcours, dont un nouveau (lire encadré). « Le profil de nos étudiants séduit les employeurs » poursuit l'enseignante et responsable de parcours. « Les décideurs apprécient d'intégrer dans leur entreprise des jeunes gens qui allient la formation généraliste initiale de Sciences Po et celle très professionnalisée de notre mention ». La question de savoir ici qui de l'œuf ou de la poule est né le premier ne se pose pas. Entendez par là que la symbiose entre les étudiants et la formation s'est effectuée naturellement. Les candidats qui optent pour un parcours de gestion possèdent une idée assez précise de leur orientation. Ils bénéficient déjà pour la plupart d'expériences de stage en entreprise. Très motivés, ils caressent un projet professionnel plus ou moins dessiné. Indifféremment, celui-ci prendra naissance dans le privé ou le public surtout si ce dernier sec-

teur s'inscrit dans une ère de modernisation, favorable à l'embauche de jeunes diplômés acteurs du changement.

Une mention particulière

Le Master « Sciences de Gestion et Management » se déroule sur deux ans. La première année est commune à l'ensemble des spécialités professionnelles et de recherche. Elle comporte, outre les enseignements génériques de gestion, des cours à option préparatoires aux spécialités. La seconde année approfondit la spécialisation choisie. Actuellement, les vingt et un étudiants de Sciences Po Bordeaux en première année s'orientent principalement vers les métiers du marketing, des ressources humaines, du contrôle de gestion et de l'audit interne. Mais l'offre, très diversifiée, permet à un étudiant de se spécialiser dans « la gestion du patrimoine privé », dont le parcours est placé sous la responsabilité de Corynne Jaffreux. En Deuxième année, les étudiants de Sciences Po rejoignent des candidats qui accèdent à ce Master, via l'IAE, dont le parcours d'études a été plus long. Il résulte de ce regroupement un échange de compétences. Les étudiants de l'Institut apportent leur esprit de synthèse et leur sens de la communication, ceux de l'IAE leur bagage professionnel plus étoffé. Pour éviter des distorsions trop fortes, l'Institut encadre les étudiants de Sciences Po par des remises à niveau. « La Première année de



Christine Diard

Master de gestion et de management débute par un séminaire intensif de deux semaines pour acquérir le langage technique financier et de comptabilité et maîtriser les logiciels de base, comme Excel et PowerPoint » précise d'ailleurs Christine Diard. Des séminaires de management de 1h30 par semaine sont en outre organisés sur les deux semestres de la première année. Le rythme s'intensifie en Deuxième année, avec quatre jours de cours à temps plein par

semaine jusqu'en février, avant un stage de longue durée en entreprise en fin de cycle, qui débouche souvent sur un contrat à durée indéterminée. Ce cursus de Sciences Po s'avère très valorisant, à l'heure de l'ouverture lors de la prochaine année universitaire du pôle de gestion de Bordeaux sur la rive droite. Avec une conjoncture si favorable, le cours de la mention « gestion des organisations » de Sciences Po ne peut que grimper... ■

Les parcours du « Master Sciences de Gestion et Management »

Le Master « Sciences de gestion et management » comprend trois mentions : « Gestion des organisations », « Contrôle, audit et finances » et « Commerce et marketing ». A travers elles, les étudiants choisissent un parcours parmi douze proposés : « Recherche en gestion des organisations », « Marketing », « Ressources humaines », « Commerce dans les pays ibériques et latino-américains », « Comptabilité contrôle audit », « Contrôle de gestion et audit interne », « Administration générale des entreprises », « Création d'entreprises et innovation », « Gestion du patrimoine privé », « Innovation technologique », « Management financier » et « Entreprise et Droit des Affaires ». Ce douzième et dernier parcours vient d'être créé. Compte tenu des connaissances à acquérir, celui-ci comprendra exceptionnellement une sixième année d'études. ■

Sultanat de Brunei : tout ce qui n'est pas d'or brille

Ancien élève de Sciences Po Bordeaux, Philippe-Henri Petitier vit et travaille à Brunei. Il est Directeur Général de Baiduri Bank, une « joint-venture » créée entre BNP Paribas et Brunei Interests. L'occasion de dépasser les clichés sur la richesse de son Sultan, toujours présenté comme « l'homme le plus riche du monde »...



Philippe-Henri Petitier

Quelle est la situation politique actuelle de Brunei ?

Le régime politique de Brunei échappe à toute définition classique, mais le terme de "monarchie islamique éclairée" est celui qui lui convient le mieux. Le pays est dirigé par le Sultan Hassanal Bolkiah, 58 ans, au pouvoir depuis 1967. Son fils Billah, Prince héritier qui doit lui succéder dispose des pouvoirs les plus étendus. Il est à la fois Chef de l'Etat, Premier ministre et ministre des Finances. De par sa personnalité et son appartenance à la communauté majoritaire "malaise", les décisions prises sont rarement autocratiques. Elles sont toujours dosées de manière subtile, préalablement mûries au sein des différentes structures des sociétés civile et religieuse du pays. Ce mode de gouvernement policé et consensuel est très éloigné des modèles occidentaux, et ne facilite pas la fluidité et la réactivité des décisions. Il constitue pour l'instant un cadre viable pour cet Etat riche et faiblement peuplé, dans une région où l'autorité du leader est par tradition peu contestée. Il n'existe pas au Brunei d'opposition à proprement parler. Toutefois, des sites Internet libres d'accès offrent une tribune aux expressions divergentes. Brunei fait partie des pays du Commonwealth, adhère à l'Association des Pays du Sud-Est Asiatique (ASEAN), et entretient notamment de très bonnes relations avec Singapour. Les efforts diplomatiques incessants pour régler à l'amiable avec la Malaisie le litige portant sur la propriété des eaux territoriales sur lesquelles Brunei exploite actuellement un vaste champ pétrolier attestent d'ailleurs de la qualité de ses relations internationales.

Quelle est la situation économique du pays, qui a bénéficié des fortes hausses du prix du pétrole ?

Il est difficile de dresser un bilan précis de la situation économique du Brunei, les statistiques officielles ne fournissant que des données partielles et difficilement exploitables. La seule certitude est que cette économie est largement tributaire des exportations de gaz naturel liquéfié et de pétrole pour lesquelles la production combinée est de 400 000 Barils/jours. Les revenus découlant de ce secteur permettent de procurer à la population du Brunei un niveau de vie très supérieur à l'ensemble des pays de la région. L'accès à l'Education et à la Santé est gratuit, et il n'existe pas d'impôt sur le revenu des personnes privées. Le PNB se situerait aux alentours de 4,4 Milliards d'US Dollars, ce qui ferait que le PNB par habitant serait d'environ 13 000 US Dollars par an. Ce contexte très favorable rend évidemment les citoyens peu désireux de se plaindre de la fortune du Sultan, objet de toutes les

spéculations. La croissance économique annuelle de Brunei se situait en 2003 entre 3 et 4%. Elle devrait être supérieure en 2004 et 2005, au vu effectivement de l'augmentation soutenue des prix du pétrole et du gaz sur cette période. Toutefois, ces ressources ne sont pas intégralement re-injectées dans l'économie locale. Une partie en est affectée à une Caisse des Générations Futures, ce qui permet d'assurer un revenu financier aux excédents de trésorerie du Sultanat, et de constituer une sorte de Fonds de Prévoyance utilisable le jour où les réserves énergétiques se seront tariées. Les analystes tablent sur un peu plus de 25 ans de réserves prouvées à ce jour.

Quelle est votre analyse personnelle de Brunei ?

C'est un pays jusqu'ici préservé, parce que la nature y est riche et clémente. La richesse de son sous-sol et sa population peu nombreuse lui ont permis de se développer à son rythme, sans bouleverser ses

équilibres sociaux et culturels. Les dirigeants actuels ont toujours su maintenir une stabilité politique, une prospérité économique, des relations extérieures et intérieures pacifiques. Dans ces conditions, il est injuste de réduire l'image du Brunei à celle d'un royaume où toutes les salles de bain sont en or, même si, ici comme ailleurs, des excès sont inévitables. En fait, Brunei, riche de ses acquis, se place déjà dans la perspective d'un futur aux circonstances moins favorables. Il lui faudra ne plus compter uniquement sur ses ressources naturelles, mais d'avantage sur la capacité de ses agents économiques à créer de la richesse et de la valeur ajoutée. ■

Sur les traces du Capitaine Brooke

Le Sultanat de Brunei est situé au Nord de l'île de Bornéo, dont la plus grosse partie au Sud appartient à l'Indonésie. La forêt tropicale couvre environ 75% du petit Etat, de 6000 km² environ. Cette double enclave, localisée entre les Etats Malaisiens du Sarawak à l'Ouest et du Sabah à l'Est, est séparée par la Province malaisienne de Limbang (Etat du Sarawak). On situe généralement le début de l'Histoire de Brunei au 14^e siècle. L'islam deviendra la religion officielle de ce territoire, très convoité, un siècle plus tard. L'histoire retiendra que Sarawak fut donné en 1841 par le Sultan de Brunei à un aventurier anglais, le capitaine James Brooke, en échange de ses services dans la lutte contre la piraterie locale. « Ce phénomène est toujours d'actualité en Asie du Sud-est, bien qu'il touche plutôt la zone du détroit de Malacca » nous explique du reste Philippe Petitier (lire article). Protectorat britannique de 1888 jusqu'à la fin des années 50, avec l'intermède de l'occupation japonaise entre 1941 et 1945, le Brunei fut associé aux négociations qui ont suivi la création de la Fédération Malaise en 1957, et qui capotèrent quelques années plus tard. La tentative de coup d'Etat qui a eu lieu au Brunei en 1962 échoua rapidement et sans dommage. Le pays compte 340 000 habitants dont 130 français. ■

Le bon sens... vers le bon but !



Le Crédit Agricole d'Aquitaine, en la personne d'Alain Didier, son directeur général adjoint, a remis aux joueurs de l'équipe de foot de Sciences Po Bordeaux (championne de France Crit'Inter IEP, en 2004) leurs nouveaux maillots. Un exemple de partenariat à suivre et à encourager.



Bertrand Tavernier L'écailler du cinéma

Avec son physique de vieux loup de mer et ses propos tranchants, Bertrand Tavernier occupe une place à part sur le grand marché du cinéma. Confirmation a été donnée en février dernier à Sciences Po à l'occasion de son grand oral.

« Vous êtes un metteur en scène à la fois populaire et intellectuel, et je vous adore ». Le cri du cœur d'un étudiant de Sciences Po à l'encontre de Bertrand Tavernier résume parfaitement la « Rencontre Sciences Po / Sud Ouest » du jeudi 3 février 2005. L'hippocampe du cinéma français alterne en effet des films grand public d'un côté, des œuvres intimistes ou politiques de l'autre. « Je fais les films qui me plaisent » rétorque l'intéressé, qui se fiche des modes et des étiquettes. Sa filmographie mélange donc les genres et les époques, depuis *"L'horloger de Saint-Paul"* en 1973 à *"Holy Lola"*

traite de la double peine ne soit jamais passé à la télévision française. Une prise de position à rapprocher du « vrai faux soutien » de Bertrand Tavernier à Nicolas Sarkozy à l'occasion de l'investiture à la présidence de l'UMP de l'ancien ministre de l'Intérieur (lire encadré).

Une encyclopédie vivante du cinéma

Les questions d'actualité et de politique ont donc fait le lit d'une partie de la rencontre avec Bertrand Tavernier. Sans jamais se défausser,



sent des films destinés « à un public de 7 ans d'âge mental ». Et le cinéaste français de regretter le talent des auteurs américains des années 70. En France, il apprécie la nouvelle génération de professionnels qui, malgré les difficultés, montent des projets « fabuleux », comme le film « *L'Esquive** » de Abdellatif Kechiche. « On apprend beaucoup en regardant les films des autres » commente Bertrand Tavernier, très ouvert sur l'extérieur, qui avoue « sortir d'un tournage toujours plus cultivé qu'avant ». Intarissable sur ses relations avec les acteurs qu'il a côtoyés

pour ses équipes est palpable. Une symbiose qui permet de trouver dans l'échange avec l'artiste le ton juste, quitte à faire, défaire et refaire la scène jusqu'au bout de la nuit. Se définissant comme « un bourreau de travail, probablement en réaction au dilettantisme de son père », Bertrand Tavernier a longtemps caché sa timidité en parlant de tout, sauf de lui. Le metteur en scène restera d'ailleurs assez secret sur son univers personnel, sauf à préciser son attrait pour la musique, la littérature et la poésie. On apprendra dans un sourire qu'il « aime faire la cuisine » et regarder « la lingerie féminine », avant de rendre un hommage appuyé à ses enfants pour leur travail dans le cinéma, sa passion de chair et d'esprit. ■

Zoom sur l'Affaire Sarkozy

Méfiez-vous des images ! telle est la conclusion du « vrai faux soutien » de Bertrand Tavernier à Nicolas Sarkozy à l'occasion de son investiture à la présidence de l'UMP. On se souvient que le cinéaste, qui n'a jamais caché sa sensibilité politique d'homme de gauche, est apparu dans une hagiographie à la gloire de l'ancien ministre de l'Intérieur. Interrogé sur cet étonnant soutien, le metteur en scène a dévoilé le fin mot de l'histoire. Il reconnaît en effet avoir confirmé en une phrase le bien qu'il pensait de l'abolition de la double peine par Nicolas Sarkozy. En revanche, personne n'a su que Bertrand Tavernier avait été « harcelé » pendant des semaines pour participer au casting, et surtout que l'essentiel de ses propos avait été coupé au montage. Berné comme un jeune premier, Bertrand Tavernier a envisagé un temps de poursuivre l'affaire devant les tribunaux, avant de laisser tomber. Il ne reste plus qu'à inviter Sarkozy à un grand oral pour écouter son point de vue sur cette affaire. ■

en 2004, en passant par des long-métrages célèbres : *"Que la fête commence"*, *"Le Juge et l'Assassin"*, *"La mort en direct"*, *"Coup de torchon"*, *"Un dimanche à la campagne"*... Cinéaste affranchi, Bertrand Tavernier revendique des films « politiquement incorrects » dont certains ont fait selon lui l'objet d'une forme de censure. L'auteur de *"La guerre sans nom"* se scandalise ainsi de la timidité des professeurs d'histoire qui n'abordent pas franchement le thème de la guerre d'Algérie dans le programme scolaire. Le cinéaste militant s'insurge également que son documentaire *"Une vie brisée"* qui

l'homme aux cheveux blancs a répondu du tac au tac à tous les sujets, avec fougue et conviction. Disciple de Jean Vilar pour son théâtre « sans concession », Bertrand Tavernier a aussi beaucoup parlé du 7^e art. Admiratif de *"Memories of murder"* de Bong Joon-ho qu'il considère comme le meilleur film de l'année écoulée, Bertrand Tavernier avoue son attrait pour le cinéma coréen, meilleur selon lui que celui d'Outre-atlantique. Le co-auteur de « 50 ans de cinéma américain » ne cache pas son pessimisme devant la suppression des studios américains aux profits de trusts économiques qui produi-

Ils sont épatants

Interrogé à chaud dès sa fin de prise de parole sur l'exercice qu'il venait de vivre avec les étudiants de Sciences Po Bordeaux, Bertrand Tavernier fut laudatif. « Ils sont épatants. Les questions ont été pertinentes, et ils avaient manifestement bien préparé leur dossier. Bravo. Je regrette simplement de ne pas avoir eu le temps de parler des techniques de cinéma. J'aurais aimé décrypter une séquence. Mais c'était très bien ». ■

au cours de son existence, le metteur en scène estime le « rapport au comédien » essentiel. A sa façon de parler de Philippe (Noiret), de Gérard (Lanvin), de Sabine (Azéma), de Romy (Schneider) de Christine (Pascal), de Jacques (Gamblin) et des autres, l'affection de Bertrand Taver-

* Propos tenus avant la cérémonie des Césars où « *L'Esquive* » fut plébiscité : meilleur film, meilleur réalisateur, meilleur scénario, meilleur second rôle féminin.

Le sport et la fête

La dernière rencontre Sciences Po/Sud Ouest est programmée le jeudi 7 avril 2005 de 17h à 19h, sur le thème du sport de haut niveau, en présence de nombreux et grands sportifs. Ce même jour, sera organisée la traditionnelle fête des rencontres et des associations étudiantes de Sciences Po Bordeaux, à partir de midi. Le port du survêtement est autorisé pour la journée. ■

Le festival des arts ou la Pop'artitude

Le Festival des Arts, organisé les 22 et 23 mars au Théâtre des Salinières à Bordeaux par Pop'Art, a démontré le sens de la création et de l'organisation de cette association étudiante de Sciences Po Bordeaux, qui fêtera l'an prochain son 5^e anniversaire.

Malgré son nom, Pop'Art ne regroupe pas un cercle d'admirateurs d'Andy Warhol. Et même si l'association a été créée en 2001 par quatre garçons dans le vent, elle ne sert pas de refuge aux ex-fans des sixties. Pop'Art se consacre plus prosaïquement au développement des activités culturelles de Sciences Po Bordeaux. Laure Crosnier, étudiante en 5^e année, a enfilé le costume de présidente de la structure depuis 3 ans, après avoir été membre du bureau. Elle précise la nature des activités proposées. « Il existe à ce

té cette année à écrire et à monter un spectacle qui associe sur une même scène le théâtre, la musique et la danse, sans oublier les photos pour le décor. Tout le monde a donc été concerné » précise Laure, qui retrace le chemin parcouru pour monter le projet. « Sur le plan de l'organisation, nous nous sommes appuyés sur un noyau dur d'une douzaine de personnes qui s'est réuni aussi souvent que nécessaire, à l'envie ou dans l'urgence, avec toujours beaucoup de réactivité grâce à une capacité de mobilisation rapide. Comme nous disposions de moyens dérisoires pour monter le spectacle, nous nous sommes tous mobilisés pour trouver des sponsors et des soutiens logistiques. L'Opéra National de Bordeaux Aquitaine nous a prêté les costumes et invité aux répétitions générales de certains spectacles. Nous avons également conclu un accord avec la FNAC, qui nous a invités à un forum, en échange d'après-midi culturels destinés aux enfants ».



Laure Crosnier

jour trois ateliers réguliers de danse, de musique et de théâtre, ainsi qu'un pôle « photos » plus ponctuel. Chaque atelier est animé par un ou plusieurs responsables, et s'ouvre à tous les étudiants qui souhaitent nous rejoindre en début ou en cours d'année ». Un groupe d'une cinquantaine de filles et garçons qui répète en soirée dans une salle de Sciences Po, spécialement ouverte pour l'occasion. Des artistes en herbe ou confirmés, dopés par le grand rendez-vous de l'année, qui vient de se dérouler au Théâtre des Salinières à Bordeaux, devant 500 personnes sur deux jours les 22 et 23 mars 2005. « Le festival a consis-



Sur tous les fronts

Grâce à cette débauche d'énergie, le spectacle du Festival des Arts s'est donc déroulé dans de bonnes conditions. « Sur le plan technique, nous avons pu prendre nos marques à

l'occasion de la répétition générale sur la scène du théâtre de 45 m², car il était indispensable d'harmoniser des tableaux scéniques de grande envergure ». Un travail d'équipe qui prend tout son sens puisque des interactions fréquentes entre les ateliers ont été nécessaires tout au long de l'année pour parfaire les représentations, avant un dernier « filage » d'avant spectacle en mars. « Cette étape permet de regrouper tous les intervenants afin de procéder aux derniers ajustements » détaille Laure Crosnier. Pop'Art a aussi organisé « un apéro concert » dans un bar du quartier de la Victoire à Bordeaux, et a mis en place une exposition photo, avec notamment des reportages de l'atelier de l'association sur la thématique de l'ambiance des bars de Bordeaux. Fort du succès de son dernier Festival, Pop'Art n'a pas trop de souci à se faire pour la prochaine rentrée universitaire. Les candidats aux activités culturelles proposées par l'association devraient continuer à répondre présents. Tant pis pour Andy! ■



Jean-Philippe Bozouls né sous le signe des étoiles

Jean-Philippe Bozouls est un Européen convaincu. Son parcours de vie l'a conduit des bastides de Montauban, sa ville d'origine, au Palais de l'Europe à Strasbourg. Diplômé de la promo 1975, il occupe le poste de responsable de la communication du Conseil de l'Europe. Pour Extension[S], il revient sur « ses années Sciences Po » et nous explique son métier, à l'heure où il prépare le Troisième sommet des chefs d'Etats et de gouvernements européens, en mai 2005 à Varsovie ⁽¹⁾

Comment s'est effectué le choix de Sciences Po Bordeaux et quels souvenirs en gardez-vous ?

Ce choix résultait d'une difficile négociation avec mes parents, qui voulaient que j'étudie à Toulouse alors que je rêvais d'aller à Paris. Bordeaux a donc été un compromis. Pourquoi Sciences Po ? Par erreur : j'étais obsédé par la "politique politicienne", j'ai très vite déchanté. C'était beaucoup plus sérieux !

Ma vie d'étudiant a été un vrai bonheur, comme celle de tous les jeunes, j'imagine, qui quittent le cocon familial pour voler de leurs propres ailes. A cet âge, l'IEP et Bordeaux étaient tellement excitants à découvrir. C'était un condensé du monde, entre l'appétit de Rastignac et la sagesse de Montaigne ! Je conserve deux anecdotes particulières de cette époque. L'une concerne ma première rencontre avec Albert Mabilleau⁽²⁾. J'étais terrorisé ! J'ai encore dans les oreilles son programme pédagogique, quand il rencontrait, dans l'Amphi Montesquieu, tous les étudiants très fiers d'être rentrés en "Année Préparatoire" : « Apprendre à lire, à écrire, à parler ». L'autre c'est le souvenir encore intact de ma première et dernière grande victoire électorale, avec mon élection au Conseil d'Administration de l'Institut sur une liste que nous avions fondée avec quelques camarades et qui s'intitulait l'CEUF : "Organisation des Etudiants et Universitaires de France". Mais au-delà de ces souvenirs, Sciences Po fut d'abord un formidable "booster" de ma conscience critique.

Quel a été votre parcours depuis Sciences Po Bordeaux ?

La faculté d'histoire puis le CAPES de sciences sociales m'ont conduit au professorat de sciences sociales. J'ai été détourné de cette vocation -certes un peu tiède- par la politique. J'ai découvert sur le terrain, en 1981, les cabinets ministériels, les engagements politiques, les campagnes électorales. En 1989, alors que le mur de Berlin s'effondrait, j'ai rejoint la plus ancienne organisation européenne, dont la vocation de promotion des droits de l'homme est connue. Je travaillais alors pour Catherine Lalumière⁽³⁾, qui venait d'être élue Secrétaire Général de cette Organisation. J'y suis encore.

Vous préparez actuellement le Troisième sommet des chefs d'Etats et de gouvernements, les 16 et 17 mai prochains à Varsovie. On



imagine que ce rendez-vous mobilise beaucoup d'énergie...

C'est un événement majeur de la vie du Conseil de l'Europe, qui nécessite effectivement une longue préparation. Ce sommet est le fruit d'un travail intense au Comité des Ministres et d'une coopération étroite avec les autorités polonaises, en particulier avec nos collègues du ministère des Affaires étrangères polonais qui sont en charge de la préparation du Sommet. Sous son aspect médiatique, ce sera un grand rendez-vous européen qui va probablement attirer un grand nombre de journalistes, et ce sera l'occasion pour les chefs d'Etats de préciser l'architecture européenne qui se dessine avec l'élargissement de l'Union et de mieux déterminer les rôles de chacun.

Plus globalement, quel regard portez-vous sur la construction européenne ?

La construction européenne, c'est la grande affaire de toutes les générations d'après-guerre, y compris la

mienne, et probablement celle des générations futures. Je souhaite l'émergence, au sein de l'Union européenne, d'un noyau central autour du couple franco-allemand qui se donnerait des objectifs plus ambitieux préfigurant une évolution possible pour l'ensemble de l'Union. J'ai la conviction que nos opinions sont prêtes pour peu que l'on trace un grand dessein, que l'on fixe une ambition... ■

(1) : Entretien réalisé début mars 2005

(2) : Directeur de Sciences Po Bordeaux de 1967 à 1977, décédé en 2003.

(3) : Catherine Lalumière, enseignante de Droit public, a été directrice du CPAG à la fin des années 60. Elle quitte Sciences Po Bordeaux en 1972 pour rejoindre la Sorbonne et commence une carrière politique, dans les rangs du Parti Socialiste. Plusieurs fois ministre ou secrétaire d'Etat entre 1981 et 1986 (Consommation, Affaires Européennes), député de la Gironde entre 1981 et 1989, elle devient la première femme élue Secrétaire générale d'une organisation internationale, de 1989 à 1994. De 1994 à 2004 elle siège au Parlement européen dont elle sera une des vice-présidentes. Elle est, désormais, présidente de la Maison de l'Europe à Paris et garde un réel attachement à Sciences Po Bordeaux.



Directeur de la publication : Robert LAFORE
Comité de lecture :
 Robert LAFORE, Didier CHABAULT, Jean PETAUX
Coordination : Jean PETAUX
Rédaction en chef :
 Jean-Michel LE CALVEZ, « Person'Alizé »
Rédacteur : Donatien GARNIER
Edition : Pascal BERNAGAUD, « Com'unique »
Maquette : Thierry PIERS, « Microclimat »
Mise en page : Jean-Thierry DINH
Photos : Laurent WANGERMEZ
Impression : Imprimerie Laplante, Mérignac
 N°ISSN : 1635-3102



SCIENCES PO BORDEAUX
 11, Allée Ausone - Domaine universitaire
 33607 PESSAC - CEDEX
 Tél. : 05 56 84 42 52 - Fax : 05 56 37 45 37
 www.sciencespobordeaux.fr
 j.petiaux@sciencespobordeaux.fr

« Les instituts ont pour mission de donner à des étudiants, qu'ils se destinent ou non à la fonction publique, une culture administrative générale. Ils le feront avec l'esprit d'indépendance et de désintéressement qui sont le propre de l'université ».

Ordonnance N°45-2283 du 9 octobre 1945, portant création des Instituts d'Etudes Politiques.